



AFC Consultants

Audit • Fiabilisation • Conseil en Assurances

COMMUNE DE JUVIGNAC

MARCHE D'ASSURANCES DOMMAGES AUX BIENS RESPONSABILITE CIVILE, FLOTTE AUTOMOBILE ET RISQUES STATUTAIRES

« Le Concorde »
345, rue Pierre Seghers
84000 AVIGNON

Tel 04 90 89 88 17
Fax 04 90 89 88 13

contact@afc-consultants.com

www.afc-consultants.com

S.A.R.L. au capital de 50 000 €
RCS Avignon
SIRET 487 785 545 00012
APE 70.22 Z
ORIAS 07 028 063

COMMUNE DE JUVIGNAC

LOT N°1 : ASSURANCE DES DOMMAGES AUX BIENS

**CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIERES
(CCTP)**



- Date d'effet : 1er janvier 2016
- Durée du contrat : 4 ans avec faculté de résiliation à l'échéance anniversaire moyennant préavis de 4 mois
- Echéance annuelle : 1er janvier

Préambule

L'état du parc immobilier appartenant ou occupé par le souscripteur figure en annexe ; il est entendu que ce parc sera éventuellement actualisé au moment de la prise d'effet des garanties et que les modifications éventuelles (adjonctions ou retraits) seront intégrées à la régularisation intervenant à l'issue du premier exercice.

GARANTIES DEMANDEES

(ces spécifications correspondent à l'offre de base)

- incendie / foudre /explosions
- dommages aux appareils électriques et électroniques
- attentats / vandalisme tous dommages
- choc de véhicules appartenant à des tiers / chute d'appareils de navigation aérienne
- dégâts des eaux
- tempêtes / grêle / poids de la neige / catastrophes naturelles
- vol
- bris de glaces

MONTANTS DES GARANTIES

(ces spécifications sont facultatives et peuvent faire l'objet de variantes)

I - ensemble des risques sauf vol, bris de glaces

- | | |
|--|---|
| - bâtiments en valeur de reconstruction à neuf | à concurrence des dommages |
| - contenu en valeur de remplacement à neuf | à concurrence des dommages |
| - dommages aux appareils électriques | 50 000 € |
| - frais de recherche de fuites et dommages causés par le gel | 30 000 € |
| - frais de reconstitution d'archives | 50 000 € |
| - frais supplémentaires d'exploitation / pertes de recettes | 400 000 € sur 12 mois |
| - honoraires d'experts | montant réel |
| - frais divers | 10% des dommages par poste avec un minimum de 75 000 € |
| - privation jouissance, perte loyers, restriction d'usage | valeur locative annuelle |
| - recours des locataires et tiers | 5 000 000 € |



II - vol

- détériorations immobilières	à concurrence des dommages
- contenu y compris objets de valeur en valeur de remplacement "vétusté déduite"	150 000 €
dont sur espèces et valeurs y compris en cours de transport	15 000 €
frais de reconstitution d'archives	30 000 €
- honoraires d'experts	montant réel

III - bris de glaces

- bris de glaces en valeur de remplacement	40 000 €
- frais de clôture provisoire et/ou de gardiennage	7 500 €
- honoraires d'experts	montant réel

GARANTIES COMPLEMENTAIRES OPTIONNELLES

(le souscripteur se réserve le choix de les retenir ou non ; elles peuvent faire l'objet d'un contrat distinct si nécessaire. Ces spécifications sont facultatives et peuvent faire l'objet de variantes)

GC 1 - tous risques exposition - clou à clou

- dommages sur biens objet de l'exposition	200 000 €
- frais divers	10 000 €
- honoraires d'experts	montant réel

000

LES FRANCHISES

(ces spécifications sont facultatives et peuvent faire l'objet de variantes)

- attentats/sabotage/vandalisme tous dommages causés au domaine public, SAUF incendie/explosions))	10% des dommages minimum 1 500 €
- tempêtes / grêle / poids de la neige)	maximum 15 000 €
- frais supplémentaires d'exploitation / pertes de recettes		3 jours
- catastrophes naturelles		franchise légale avec un minimum de 15 000 €
- tout autre sinistre		1 000 €

000



DISPOSITIONS PARTICULIERES

(ces spécifications sont facultatives et peuvent faire l'objet de variantes)

Préambule : L'ensemble des dispositions qui suivent sont réputées déroger aux conditions générales et/ou conventions spéciales du contrat objet du marché et s'appliqueront par conséquent en priorité. Toutefois, dans le cas où les conditions générales et/ou conventions spéciales comporteraient des dispositions plus favorables aux intérêts de l'assuré, leur application reprendrait un caractère prioritaire.

Clauses particulières d'ordre général
--

1°/ L'ensemble des montants assurés expriment une garantie "*par événement*" et correspondent à une assurance dite "*au premier risque*", avec abrogation de la règle proportionnelle de capitaux.

2°/ L'Assureur renonce à se prévaloir de toute erreur dans les superficies déclarées, dans une limite de 10% des superficies déclarées. Toute insuffisance constatée sera compensée par les excédents pouvant exister d'autre part.

3°/ Les garanties portent sur les immeubles appartenant ou occupés par la collectivité qui auraient éventuellement été omis dans l'inventaire dans une limite de 10% des superficies déclarées. En contrepartie, la collectivité s'engage à régler la portion de prime d'assurance correspondant à ces omissions sur la période comprise entre la date d'effet du contrat et la date à laquelle elles auront été constatées.

4°/ Il est toléré des bâtiments dont la construction et la couverture peuvent comporter des éléments légers quelle qu'en soit la proportion, dans la limite de 10% de la surface assurée ; par ailleurs, les bâtiments peuvent être occupés pour tout ou partie par des professions ou commerces et peuvent être contigus à des risques de toute nature. Ils peuvent contenir tout approvisionnement de marchandises ou liquides de toute nature et peuvent être équipés de tout mode de chauffage.

5°/ Certains bâtiments peuvent être édifiés sur terrain d'autrui. Toutes les dispositions pouvant exister à ce sujet aux conditions générales du contrat sont abrogées, la Collectivité étant dans tous les cas considérée comme propriétaire du terrain.

6°/ Les garanties portant sur les bâtiments s'appliquent à tout bien devant être considéré comme immeuble par nature ou par destination, notamment les murs d'enceinte, les murs de soutènement ou les murs de clôture ; elles s'appliquent également au mobilier urbain qui est défini comme étant les kiosques, abris, chapiteaux, feux, poteaux et portiques de signalisation, réverbères, jeux de jardin d'enfants, skate parc, installations sportives, barrières/portiques mobiles, panneaux et colonnes d'affichage y compris journaux électroniques, bornes d'incendie, bornes d'appel, défibrillateurs, caméras de surveillance, containers, toilettes publiques, parcmètres, cinémomètre, miroirs, panneaux photovoltaïques, puits, lavoirs, fontaines, bassins, statues, stèles, monuments, antennes, relais, etc.

7°/ Les bâtiments ou parties de bâtiments classés et/ou inscrits à l'inventaire des monuments historiques sont garantis en valeur de reconstruction à l'identique suivant les prescriptions et directives de l'Architecte en chef des Monuments Historiques, agissant comme Maître d'œuvre ou de toute Personne ou service qu'il désignera pour cette tâche. Tous frais ou études supplémentaires que l'Architecte en chef des Monuments Historiques jugera nécessaire seront automatiquement garantis.



8°/ Les garanties portent automatiquement sur tout immeuble acquis ou occupé par la collectivité, sous réserve d'un inventaire annuel à la diligence de l'assureur. Cette automaticité de garantie ne s'applique pas aux bâtiments industriels, commerciaux, agricoles ou monuments historiques classés ou inscrits à l'inventaire.

9°/ Les garanties portent automatiquement sur tout bien meuble (mobilier, matériel, informatique, approvisionnements, effets personnels, etc) acquis, gardé ou utilisé par la collectivité ou qui lui serait confié à quelque titre que ce soit, qu'ils soient contenus dans les bâtiments municipaux ou à leurs abords ou bien en dépôt chez des tiers.

10°/ Les garanties portant sur le contenu s'appliquent également aux biens mobiliers appartenant aux associations et/ou structures para-municipales disposant de locaux de la collectivité en l'absence de contrats d'assurance "dommages aux biens" souscrits par celles-ci.

11°/ Les garanties s'appliquent aux objets contenus dans les musées et / ou les salles d'exposition.

12°/ La garantie des frais divers s'applique à l'ensemble des frais consécutifs à un sinistre entrant dans le cadre des garanties, notamment aux frais de déplacement/remplacement, frais de démolition et déblais, frais de nettoyage, de décontamination, de retraitement des eaux ou tous fluides, frais de clôture provisoire ou de gardiennage, frais de remise en état des lieux en conformité avec la législation, frais d'ingénierie, de bureaux d'études, de décorateurs, prime d'assurance dommages ouvrage.

13°/ Le cas de malveillance excepté, l'Assureur renonce à recours contre les Maire / Adjointes / Conseillers municipaux / tout Agent et/ou instituteur logé par la collectivité ainsi que toute personne - morale ou physique - disposant à titre gracieux des locaux de la collectivité, le caractère gracieux s'entendant également dans le cas où la collectivité ne demande qu'une redevance symbolique et/ou une participation aux frais.

Il renonce également à recours contre les personnes morales ou physiques contre lesquelles la collectivité aurait elle-même renoncé à recours, par convention et d'une façon générale, il dispense la collectivité de lui déclarer toute renonciation à recours ; dans tous les cas, l'Assureur pourra cependant diriger son recours contre l'Assureur éventuel des personnes impliquées, dans la limite des garanties dont elles disposent.

14°/ Les sinistres seront indemnisés TVA comprise.

clauses particulières spécifiques à certaines garanties
--

15°/ Les garanties **incendie / foudre / explosions / dommages aux appareils électriques et électroniques** s'appliquent également aux biens pouvant se trouver à l'extérieur des bâtiments.

16°/ La garantie **incendie** couvre également les dommages consécutifs à une combustion se produisant en dehors d'un foyer normal, les dommages consécutifs à un excès de chaleur, qu'elle qu'en soit la cause, les dommages causés par les fumées, quelle qu'en soit l'origine, et ceux dus aux opérations de lutte contre le feu.



17°/ La garantie **du choc de véhicules** appartenant à des tiers s'applique également lorsque le responsable n'est pas identifié.

18°/ La garantie des **tempêtes/grêle/poids de la neige sur les toitures** s'applique aux bâtiments en cours de construction, ainsi que ceux disposant de tout type de couverture, y compris les clochers et les auvents dans la mesure où ces installations ont été mise en œuvre selon les règles de l'art par une entreprise qualifiée ; elle s'applique aussi aux installations intégrées aux bâtiments et/ou toitures (volets, persiennes, châneaux, stores, enseignes, machineries d'ascenseurs, pompes à chaleur ou appareils de climatisation, panneaux photovoltaïques, etc...).

19°/ La garantie des **dommages aux appareils électriques et électroniques** s'applique également aux matériels informatiques et bureautiques, aux dommages occasionnés aux canalisations enterrées ; par ailleurs, il est fait application sur cette garantie d'une vétusté conventionnelle de 5% par an sur tout appareillage et de 2,5% par an sur les canalisations électriques ; la vétusté est dans tous les cas plafonnée à 50%.

20°/ La garantie des **dégâts des eaux** s'applique également aux conséquences de fuites ou refoulement des canalisations enterrées, aux dommages provoqués par la fuite de tout fluide, quelle qu'en soit la nature et aux dommages causés par les eaux de ruissellement lorsque l'événement n'est pas classé "catastrophe naturelle".

21°/ La garantie du **vol** est acquise dès lors qu'il y a effraction du bâtiment quels que soient ses moyens de protection.

Cette garantie s'applique également aux vols d'espèces ou de valeur, y compris en cours de transport, sans limitation particulière portant sur les parcours, les horaires, le nombre ou l'âge des porteurs.

Par ailleurs, la garantie des détériorations immobilières s'applique également dans le cas du vol d'éléments immobiliers, indépendamment du vol de biens mobiliers.

Il est enfin précisé que les objets de valeur sont exclusivement définis comme étant tout objet d'une valeur unitaire supérieure à 7 600 € (excepté le mobilier ainsi que le matériel de bureau) ou toute collection d'une valeur totale supérieure à 30 000 € ainsi que les objets en faisant partie, les bijoux et objets en métaux précieux.

22°/ La garantie **bris de glaces** s'applique également aux bris de vitraux, ainsi qu'à tous éléments verriers ou en matière plastique intégrés dans une construction et notamment les skydome, capteurs solaires, verrières, vérandas ainsi qu'aux serres.

23°/ La garantie des honoraires d'experts s'applique également aux dommages résultant de **catastrophes naturelles**.

24°/ La garantie « recours des locataires et des tiers » s'applique également aux dommages subis par les véhicules à moteur et les aéronefs leur appartenant.

000



Eléments sur le patrimoine / Eléments statistiques

L'état du patrimoine immobilier de la commune est joint en annexe.

Il est précisé à toutes fins utiles que mobilier urbain va être transféré à la METROPOLE DE MONTPELLIER au 1^{er} janvier 2016 sauf le mobilier en parc fermé.

L'état des sinistres déclarés depuis janvier 2012, communiqué par l'assureur actuel, est joint en annexe.

Il a été établi sur la base d'un programme de garanties quasi identique à celui définit supra (y compris l'option GC1).

En revanche, le programme de franchise (hors catastrophe naturelle) était le suivant :

• vandalisme extérieur	2 500 €
♦ choc de véhicule non identifié	500 €
♦ tout autre sinistre	200 €

000

